



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

Rennes, le **03 JUIN 2020**

**Commission de suivi de site
Unité de Valorisation Énergétique (UVE) de Villejean-Beauregard
exploitée par Valoreizh à Rennes
Réunion du 7 février 2020**

M. Ludovic GUILLAUME, secrétaire général de la préfecture, ouvre la séance de travail à 14h30 et remercie les participants de leur présence.

Étaient présents :

Collège élus

- M. Olivier DEHAESE
- M. Daniel GUILLOTIN

Vice-président de RENNES MÉTROPOLE en
charge de l'énergie et des déchets
Conseiller municipal ville de Rennes,

Collège exploitant

- Mme Marie NEUSCHWANDER
- Mme Marie BASQUIN
- M. Martial GABILLARD
- M. Jean-Yves DOARÉ

RENNES MÉTROPOLE, service valorisation
des déchets
RENNES MÉTROPOLE, service valorisation des
déchets
Directeur général VALOREIZH (groupe VEOLIA)
VALOREIZH, directeur de l'UVE

Collège salariés

M. Jean-Charles GUYONVARCH

VALOREIZH

Collège associations protection de l'environnement et riverains

- M. Bernard HEYMAN
- M. Christian NEMLUVIL
- M. Nicolas RAUX LE GUELLEC
- Mme Maryvonne ANGER GUERIN
(suppléante)

Association Saint Gilles Nature environnement
(SGNE)
Association Vivre à Beauregard
Association syndicale des propriétaires du Square
du Lyonnais
Association syndicale des propriétaires du Square
du Lyonnais

Collège administrations

Mme Laure DELASNERIE

UD DREAL 35

M. Benoit CHAMPENOIS
M. Jérôme ROCHELLE

ARS 35
ARS 35

Personnalité qualifiée

- Lieutenant Franck-Hervé LELIÈVRE
- Mme Sophie CAHEN

Service départemental d'incendie et de secours
Conseil Régional de Bretagne

Assistaient également :

- M. Grégory AGNELLO
- Mme Coraly DUCATILLON
- Mme Michèle ROBIC
- Mme Sandrine ROSUEL

Bureau d'études EVINERUDE
Bureau d'études BURGEAP
Préfecture, chef du bureau de l'environnement et de l'utilité publique
Préfecture, chef du bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Membres excusés :

Mme Anabel MARIE, RENNES MÉTROPOLE

I – Présentation des nouveaux membres de la commission

En préambule, il est rendu hommage à M. Jean-Claude LE FLOCH, membre de l'association syndicale des propriétaires du Square du Lyonnais, décédé depuis la dernière réunion de la CSS.

Il est signalé le souhait de Mme Marie-Odile CLOITRE de la même association de ne plus faire partie de la CSS.

Ces derniers ont participé de façon active aux réunions de la CSS pendant des années.

Ils sont remplacés respectivement par M. Nicolas RAUX LE GUELLEC et Mme Maryvonne GUERIN-ANGER.

Par ailleurs, s'agissant de Rennes Métropole, Mme Nathalie GAILLARD a quitté ses fonctions et dans l'attente de son remplacement, Mme NEUSCHWANDER et Mme BASQUIN assurent le suivi de l'UVE.

Mme Coralie BOUTON intègre le service déchets de Rennes Métropole.

II – Approbation du compte rendu de la dernière réunion (30 janvier 2019)

Mme Marie-Pascale DELEUME, absente, a signalé par mail une demande de modification du compte-rendu de la réunion du 30 janvier 2019.

Dernier paragraphe de la page 7 du compte-rendu : le mot « lait » est à remplacer par le mot « air ».

La phrase rectifiée est donc : « Mme Deleume estime que le nombre de points de prélèvements d'air situés à l'intérieur de la zone couverte par le panache de fumée de l'UVE est trop faible. »

M. Guillaume soumet le compte-rendu rectifié au vote : approbation à l'unanimité.

III – Présentation du bilan d'exploitation

M. Doaré prend la parole.

1) Répartition des déchets réceptionnés et évolution des tonnages.

La réception de déchets en 2019 a été de 137 459 tonnes qui correspond à un retour à la normale par rapport à l'année 2018 (incidents d'exploitation survenus au cours de l'année 2018 ayant entraîné de nombreux arrêts des chaudières).

- 77 % étaient des déchets ménagers collectés sur le territoire de Rennes Métropole.
- 11% étaient constitués de déchets ménagers reçus d'autres collectivités : SMICTOM des Pays de Vilaine, communauté de communes de Redon notamment.
- en 2019, 12 % des déchets entrés à l'UVE étaient des déchets d'activités économiques (DAE) de la grande couronne rennaise.
- la quantité de déchets incinérés est de 137 108 tonnes.
- les ordures ménagères résiduelles (OMR) sont en baisse depuis 2014.

2) Évolution quantitative des détournements.

La quantité détournée en 2019 a été de 2 374 tonnes dont 351 tonnes de Rennes Métropole.

Il s'agit d'un retour à la normale après une année 2018 très difficile. Pour rappel, il y avait eu des fuites sur deux lignes qui datent de 1968 ce qui avait provoqué une augmentation anormale des détournements sur l'année 2018.

M. Olivier Dehaese rappelle que l'UVE Villejean est la plus vieille usine de France. Les travaux réalisés en 2018 ont permis de donner un souffle nouveau à l'installation qui pourra donc tenir jusqu'aux travaux prévus de 2021 à 2023. L'usine actuelle s'arrêtera en avril 2022 et reprendra à l'été 2023.

Il y a une évolution des déchets qui provoquent un vieillissement prématuré des machines et une perte de valorisation énergétique : il y a plus de plastiques brûlés qui ont un pouvoir calorifique supérieur. Le couple gaz-température d'eau est beaucoup plus efficace mais en contrepartie provoque une corrosion des tuyaux et donc une usure plus rapide des chaudières.

Ce problème sera réglé avec l'installation des nouvelles chaudières.

3) Détection de radioactivité.

La présence d'éléments radioactifs à courte durée de vie (produits de radiothérapie jetés dans des bennes inappropriées alors que des filières spécialisées existent) a été détectée à trois reprises en 2019 : 1 pour les déchets de Rennes Métropole et 2 pour les tiers.

4) Valorisation énergétique.

L'année 2019 a été une bonne année avec un rebond sensible de la production de vapeur.

a) Production de chaleur

2019 a été une bonne année avec un maximum d'énergie fournie (augmentation de 47,46 % de la production totale de chaleur). L'installation a fourni 91 % des besoins du réseau de chaleur.

b) Production d'électricité

La production d'électricité de l'UVE a augmenté de 27 % par rapport à l'année dernière. L'augmentation de la hausse de la revente d'électricité sur le réseau EDF de 30 % est due à l'amélioration de la disponibilité des installations.

c) Charge thermique

La charge thermique (niveau d'énergie présent sur les lignes) est de 97,69 % au niveau de la ligne 1 et de 96,69 % pour la ligne 2 et de 97,68 % au niveau de la ligne 3, ce qui est conforme aux engagements de service.

5) Gestion des sous-produits.

La production de mâchefers (résidus issus de l'incinération des déchets), ramenée à la tonne incinérée, est stable par rapport à l'année 2017 et en hausse de 1,4 % par rapport à 2018, année de forte baisse due à l'arrêt des chaudières.

Les mâchefers sont envoyés à La Vraie-Croix (Morbihan), à 100 km de l'usine.

Les mâchefers font l'objet d'un traitement au niveau de l'installation de maturation et d'élaboration afin d'obtenir des matières utilisables en technique routière. Cela permet de réaliser des sous-couches présentant une meilleure portance que les matériaux couramment utilisés, extraits de carrières. Après un premier déferailage et une période de maturation des mâchefers, les métaux non ferreux sont extraits jusqu'à une granulométrie de 2 mm. Ces métaux non ferreux sont ensuite revendus à des aciéries et à des fonderies.

Le traitement des mâchefers a permis d'envoyer 2 500 tonnes de métaux et 300 tonnes de non-ferreux dans les filières de valorisation.

Les chantiers utilisant des mâchefers en 2019 ont été :

- déchetteries de Pacé et de la Harpe
- plateformes logistiques
- plateforme d'élevage agricole

Concernant le marché de valorisation des mâchefers :

- En 2019, a eu lieu la mise en ligne du nouveau site internet de l'usine

Les perspectives 2019-2020 sont les suivantes :

- chantiers de valorisation des graves de mâchefers en techniques routières
- nouveaux marchés de transport et traitement/Valorisation des REFIOM

Les REFIOM (résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères) sont en baisse. Ils sont répartis entre l'installation de stockage de Séché, où ils sont enfouis (3 500 tonnes/an), et des cavités salines en Allemagne, où ils sont valorisés dans le cadre d'un contrat passé avec la société Mineral+ (2 500 tonnes/an). Il y a un à trois départs de REFIOM vers l'Allemagne par semaine et 2 à 4 vers l'ISDD de Séché.

6) Autosurveillance.

a) Les rejets en cheminée

Les mesures de rejets en cheminée se font :

- en continu pour les acides, poussières et HCL

- en semi-continu pour les dioxines et furanes : cartouches prélevées et envoyées en analyse
- semestriellement : 2 campagnes à la charge de l'exploitant prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Des mesures inopinées supplémentaires peuvent être réalisées à la demande de la DREAL (ex : en avril 2018).

Chacune des trois lignes est équipée d'analyseurs multigaz. L'arrêté d'autorisation d'exploiter prévoit que le dépassement des valeurs limites d'émission ne peut excéder 60 heures par an.

Le temps de dépassement des seuils a été à la baisse en 2019 par rapport à 2018 :

- 3 heures pour la ligne 1 ;
- 8 heures pour la ligne 2 ;
- 4 heures pour la ligne 3.

Les rejets de dioxines et furanes sont inférieurs au taux autorisé.

b) Les rejets liquides

S'agissant des moyens de contrôle des valeurs, il convient de se référer aux taux indiqués dans la convention de rejet vers les stations d'épuration ainsi que dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les seuils ne sont pas les mêmes.

L'autosurveillance des rejets liquides (dans le réseau d'eaux usées de Rennes Métropole) montre des dépassements des seuils réglementaires :

- Concernant les rejets vers les stations d'épuration, il y a eu un dépassement de plomb de 0,16 mg/l.
- Concernant les rejets soumis à l'arrêté préfectoral, 2 dépassements ont lieu : 1 en juillet 2019 au niveau de la température, 1 pour le zinc en septembre 2019.

Lors de l'arrêt des chaudières, on constate une montée des taux de zinc et de cadmium liée à la vidange des chaudières. Cette année, il y aura une campagne supplémentaire pour analyser la cause de ces rejets et vérifier qu'ils ne viennent pas de l'usure des chaudières.

7) Incidents d'exploitation.

Quelques signalements d'odeurs par les riverains ont eu lieu en mars et mai. L'odeur en mars est venue d'un fond de fosse. En mai, une odeur de fioul a été signalée par Mme Cloître mais elle avait pour origine des travaux de bitume dans le quartier.

En juillet, un riverain a appelé le SDIS au sujet de fumée qui s'échappait d'un skydome : pas de cause particulière à cette fumée et pas de déclenchement du système d'extinction.

Quelques fuites de vapeur ont eu lieu notamment sur la chaudière 3 avant son arrêt technique et à son redémarrage. Au total, 46 fuites ont eu lieu en 2019.

Suite à une inspection de la DREAL, la préfecture a mis en demeure l'exploitant au sujet du système de récupération et de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie qui n'était pas fonctionnel.

8) Engagements liés à l'insertion.

L'UVE s'est engagée auprès de Rennes Métropole à promouvoir l'insertion au niveau du personnel de l'usine ainsi que des activités sous-traitées. 14 600 heures de travail doivent ainsi être effectuées pendant la durée du contrat (2018-2021) par du personnel en insertion soit 3 500h par an.

En 2019, 3009 heures ont été faites en insertion : 2105 heures en intérim d'insertion et 904 heures par des contrats CAT et handicapés. Dans ce cadre, le travail s'effectue en 3/8 en exploitation, dans les espaces verts et dans l'entretien des bureaux.

Cela correspond à 2 ETP sur l'effectif total de 40 salariés. Cette situation est possible car actuellement la conduite de l'usine est organisée par équipe de 3 personnes. Après les travaux, il n'y aura plus que des équipes de 2 personnes. Se pose la question de la pérennité de ce système : Atout Close propose de sourcer des personnes éligibles à un parcours d'insertion et pas spécifiquement en intérim.

VALOREIZH fait son maximum pour que ces agents restent à l'issue de leur contrat d'insertion.

M. Guillaume est prêt à organiser des réunions spécifiques à ce sujet dans les deux mois qui viennent avec Valobreizh et les différents services : pôle emploi, DIRECCTE et la secrétaire générale adjointe de la préfecture.

M. Guyonvarch souhaite être invité à cette réunion en tant que représentant du personnel.

9) Travaux actés dans le cadre de la convention signée avec Rennes Métropole.

Valoreizh s'est engagée auprès de Rennes Métropole à réaliser des travaux en vue notamment de rendre les locaux administratifs et les locaux sociaux de l'UVE conformes à la norme RT 2018 : création d'un vestiaire femme, réhabilitation du bâtiment et amélioration de sa performance énergétique. Les travaux, dont le coût a été de 1 380 077 euros, ont été terminés en juin 2019.

V – Suivi environnemental sur l'ensemble des matrices (jauges, lichens, lait)

Présentation par Florine Bouton.

Rennes Métropole assure le suivi environnemental de l'UVE à travers trois matrices : les lichens, les jauges et le lait de vache.

1) Prélèvements de lait.

Les exploitations agricoles servant aux analyses du lait de vache ont été sélectionnées en fonction de la rose des vents des fumées de l'UVE. Sept points de prélèvement existent, dont un faisant office de témoin. Le recueil des échantillons est effectué une fois par an en août-septembre après la période de pâturage des vaches.

Les propriétés lipophiles du lait lui permettent de stocker les polluants tels que les dioxines-furanes et les PCB dioxinlike.

Les valeurs sont très inférieures aux limites réglementaires pour les dioxines-furanes, les PCB et la somme de ces deux valeurs.

Il n'y a pas d'impact avéré de l'usine sur l'environnement.

2) Jauges Owen (qualité de l'air)

Présenté par Mme Coraly Ducatillon, du bureau d'études BURGEAP.

Les jauges Owen (entonnoirs recueillant les précipitations) sont utilisées pour collecter les retombées atmosphériques. Elles sont mises en place pour une durée d'un mois (de mi-novembre à mi-décembre, alors que l'activité de l'incinérateur est à son maximum) puis envoyées en laboratoire (laboratoire TERA) où leur contenu est analysé. Cette méthode est recommandée par l'INERIS et l'ADEME.

Les points de prélèvements sont les mêmes qu'en 2018 : 6 points autour de l'UVE se situant entre 0,25 km et 1,5 km de l'UVE.

Les vents étaient orientés sud-sud ouest.

Résultats : les taux de dioxines-furanes et de PCB sont très inférieurs à la limite.

Les remontées en métaux sont homogènes :

- le cuivre et le manganèse sont majoritaires depuis 2010. Le cuivre a un niveau plus élevé que les années précédentes mais reste toujours dans la norme.
- les niveaux sont globalement faibles et toujours inférieurs aux valeurs de référence à l'exception de très légers dépassements en manganèse au point 3 bis et en nickel au point 4.

Les analyses indiquent que les dépôts sont conformes aux retombées susceptibles d'être trouvées en milieu urbain.

Il n'y a donc pas de détection d'impact de l'UVE sur l'environnement.

3) Lichens

Présenté par M. Grégory Agnello, du bureau d'études Evinerude.

Comme chaque année, le suivi a eu lieu en juin. Les lichens ont été prélevés les 24 et 25 juin.

Métaux lourds :

Les points L13 et L10 sont les plus soumis aux vents.

Le point L09 qui est à 150 m de l'UVE n'a pas un taux très différent des autres points : il n'y a donc pas d'impact détecté de l'UVE.

La quantité de manganèse sur le point L13 est récurrent. Il n'y a pas de lien avec l'UVE.

Le mercure a tendance à augmenter ces dernières années. Cette situation se retrouve dans d'autres UVE.

La tendance est à la baisse des taux de métaux depuis 2015.

Les dioxines-furanes sont en baisse continue et sont 4 fois en dessous du seuil d'alerte. C'est caractéristique d'un milieu rural.

Conclusion : il n'y a pas d'impact détecté de l'UVE sur l'environnement.

VI – Avancement de l'opération de restructuration de l'UVE

La phase de concertation est terminée. Le groupement du constructeur est retenu. Les travaux auront lieu d'avril 2022 à l'été 2023 avec un arrêt total de l'usine.

2 réunions publiques ont eu lieu et une commission de travail dédiée sur le futur plan de suivi environnemental a été créée.

La solution technique retenue est le passage de 3 à 2 lignes à quantité équivalente.

Le système de traitement des fumées sera sec au lieu de semi-humide actuellement.

Le contrat de concession actuel se finira en avril 2022. Rennes Métropole est donc à la recherche d'un nouveau candidat pour la nouvelle usine.

Se pose la question du traitement des déchets pendant la fermeture de l'usine.

La gestion du transfert de compétence et la gestion du personnel pendant l'arrêt doivent être étudiées.

L'enjeu est de favoriser la concurrence en créant des allotissements et le développement de la coopération avec d'autres communes.

Les ordures ménagères, les encombrants et les incinérables de déchetterie ne peuvent pas être groupés dans un seul lot. Un découpage doit être effectué obligatoirement.

Un contrat de concession de service public aura en charge 65 % des ordures ménagères. Le reste sera géré en direct par RM par des contrats séparés.

Les missions du futur exploitant seront les suivantes :

- assurer le traitement continu des déchets incinérables par RM et les collectivités coopérantes
- assurer la maintenance de l'installation
- produire et commercialiser l'énergie thermique
- mettre en place un centre de transferts multidéchets
- assurer le suivi des travaux de modernisation de l'UVE
- gérer complètement les mâchefers et les REFIOM

Un appel à candidatures a eu lieu d'octobre à décembre : 3 offres ont été déposées.

VII – Questions diverses

M. GUILLAUME remercie les intervenants de leurs exposés et invite les participants à poser leurs questions.

- M. Nemluvil s'interroge sur le maintien du chauffage urbain pendant l'arrêt de l'usine.

Il lui est répondu qu'une concession a été signée fin décembre avec Engie solutions pour les réseaux de chaleur.

Il y aura interconnexion des réseaux nord et ouest pour la gestion de la chaleur.

La chaufferie de l'UVE sera maintenue en activité par une chaudière à gaz qui sécurisera également le chauffage de l'hôpital.

- M. Guyonvarch fait part de l'inquiétude des salariés. En effet, l'usine sera optimisée mais son fonctionnement va impliquer un besoin moindre en personnels.

M. Dehaese répond que début 2021, le candidat sera désigné. Il a obligation de respecter le cahier des charges. Ensuite, il y aura 1 an pour négocier la reprise du personnel avec le nouveau repreneur.

M. Gabillard précise qu'à chaque changement d'exploitant, une inquiétude du personnel se fait jour. Le planning a été travaillé. S'agissant du contrat de service public actuel, chaque personnel en CDD se voit proposer une prolongation de contrat.

- M. Champenois demande la suite donnée aux préconisations des garants du débat public de prendre en compte autant que possible les recommandations de Santé Public France émises lors du second débat public :

- associer les riverains à l'évaluation quantitative des risques sanitaires dès l'engagement de la démarche (choix du prestataire)
- prendre des mesures compensatoires concernant la circulation automobile et les choix d'urbanisme

L'intégration de ce dernier point dans le plan local de santé de Rennes avait été évoquée.

M. Dehaese indique que Rennes vient d'adopter le plan métropolitain urbain. Il est prévu une diminution du trafic routier notamment sur la rocade et la pénétrante.

Dans le PLU intercommunal, la notion de reverdir la ville a été intégrée. De plus, le déménagement de la déchetterie va diminuer le trafic routier sur l'avenue Charles Tillon.

- M. Guyonvarch demande la raison pour laquelle il n'est pas prévu l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toits.

Olivier Dehaese lui répond que la surface de toiture est très importante ce qui implique des contraintes très fortes sur le plan incendie et ICPE. C'est pourquoi, ça n'a pas été envisagé.

- M. Rochelle souhaite connaître l'état d'avancement de la procédure d'autorisation d'exploiter qui prévoit la réalisation d'un DDAE. Ce dossier sera soumis à l'avis des services dont l'ARS. Il rappelle que lors de la réunion du 6 septembre 2019 organisée par Rennes Métropole sur la restructuration de l'UVE, Rennes Métropole avait sollicité l'ARS pour organiser une présentation du dossier sur la thématique « santé ». M. Rochelle informe que l'ARS n'a, à ce jour, pas été sollicitée pour ce point d'étape.

M. Dehaese indique qu'une réunion s'est tenue hier avec les riverains. Les services de Rennes Métropole transmettront le compte rendu de réunion à l'ARS.

- Mme Rosuel fait part d'un problème relatif à l'envoi du bilan d'exploitation par mail aux membres de la commission. Un riverain demande l'envoi des documents sous format papier (pas d'imprimante ou pas d'ordinateur). Or il convient de privilégier la dématérialisation.

Rennes Métropole propose de déposer un dossier pour consultation à la maison de quartier de Villejean.

La séance est levée à 17 heures.

Le Secrétaire Général,



Ludovic GUILLAUME

